

Massacre de Gatumba : bras de fer entre les médias et le pouvoir burundais

RFI, 23 septembre 2011 Les radios privées burundaises refusent de se plier aux injonctions du gouvernement qui leur avait interdit, le mercredi 21 septembre 2011, de parler de l'attaque qui a fait 39 morts dimanche à Gatumba, une localité proche de la capitale Bujumbura. Ces radios et télévision dénoncent une décision qui viole la loi burundaise et engagent un bras de fer avec le pouvoir. Les stations indépendantes du Burundi ont décidé de braver, dès hier, l'interdiction d'évoquer sur les ondes le massacre de Gatumba. Cinq radios et télévisions ont travaillé en synergie tout au long de la journée mettant en commun leur rédaction et leur programme. Au menu, des journaux, des tables rondes et des débats en direct au cours desquels on a commenté et analysé le massacre de Gatumba et les nouvelles violences dans ce pays, sans tenir compte de l'interdiction gouvernementale.

« Nous osons espérer que ça ne va pas envenimer nos relations, explique Vincent Nkeshimana, vice-président de l'Association burundaise des radiodiffuseurs. Nous osons espérer qu'en nous disant, vous en faites trop, ils ne nous disent pas que c'est mauvais de défendre la paix. Nous voulons bien comprendre ce qui les préoccupe, mais nous nous confirmons que nous nous engageons pour la paix, pour la sécurité, dans ce pays ». Le gouvernement burundais n'a voulu, ou n'a pas pu, intervenir sur-le-champ. Contactée par RFI, la ministre de l'Information Concilie Nibigira a rappelé que cette décision était prise dans l'urgence et doit être respectée : « Ca on va analyser parce que je les ai tous appelés pour leur demander parce que la correspondance leur avait été remise, mais malgré ça ils l'ont fait. Ce sujet analyse, il y a une décision consécutive ». Que va-t-il se passer ? La balle se trouve désormais dans le camp gouvernemental.